JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL

Paraissant les Mercredi et Samedi

BUREAUX

CAHORS, IMPRIMERIE DE A. LAYTOU, RUE DE LA MAIRIE, 6

INSERTIONS

LES INSERTIONS sont reçues au Bureau du Journal du Lot et se paient d'avance

Annances..... 25 c. la ligne
Réclames..... 50 c. —
Fait divers dans la chronique... 60 c. —

M. Havas, rue J.-J. Rousseau, 3 et M.M. Laffite et Co. place de la Bourse 8, sont seuls chargés, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal du Lot

ABONNEMENTS
LES ABONNEMENTS datent des 1^{er} et 16 de chaque mois et se paient d'avance.
LOT ET DÉPARTEMENTS LIMITOPHES
Trois mois..... 5 fr.
Six mois..... 9 fr.
Un an..... 16 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS
Trois mois 6 fr., Six mois 11 fr., Un an 20 fr.
Envoyer avec la demande d'abonnement un bon de poste.

L'acceptation du 1^{er} numéro qui suit un abonnement fini est considérée comme un réabonnement. Avis de renvoyer ce numéro, quand on voudra se désabonner

Les Annonces Judiciaires et Légales seront insérées, en 1868 :

Pour l'arrondissement de Cahors, dans les journaux : Les annonces judiciaires : dans le journal le Courrier du Lot. Les annonces administratives : dans le journal le Journal du Lot (qui insérera, en outre, des extraits des annonces judiciaires et administratives des arrondissements de Figeac et de Gourdon).

Pour l'arrondissement de Figeac, dans les journaux : (Annonces judiciaires et administratives), l'Echo du Quercy, le Memorial.
Pour l'arrondissement de Gourdon : (Annonces judiciaires et administratives), dans le journal le Gourdonnais.

Cahors, le 10 Octobre 1868.

BOURSE DE PARIS.

	R ^e 3 p. 0/0	4 1/2 p. 0/0
Du 8 octobre.	69 25	101 »
Du 9	69 25	100 50
Du 10	69 55	100 60

A NOS LECTEURS.

Le Journal du Lot agrandit son format sans augmenter le prix d'abonnement.

Les abonnés qui désirent suivre les débats des Chambres, en recevront le compte-rendu analytique, tel que le publie le Petit Moniteur, en ajoutant quatre francs au prix de leur abonnement.

Un traité avec la Société des gens de lettres, nous permettra de publier les ouvrages des meilleurs auteurs.

- Paraîtront successivement :
- LE DRAME DES CARRIÈRES D'AMÉRIQUE, par Angelo de Sorr ;
 - LE VIOLON DE FAIENCE, par Champ-Fleury ;
 - LA PANTÈRE DE L'ATLAS, par Camille Perrier ;
 - LA SENTINELLE, nouvelle parisienne, par Alfred des Essards ;
 - LE COLONEL D'ANGES, par Hippolyte Langlois.

PRIMES DU JOURNAL DU LOT

CÉSARI TORNEO, épisode de l'histoire du Quercy, par M. Bertrand, Inspecteur général des Archives, (derniers exemplaires). Pris au bureau : 1 fr. au lieu de 3 fr.

ALBUM DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE, contenant 60 planches de toutes les batailles. — Beau vol. de salon. Au lieu de 300 fr. 22 fr.

FEUILLETON DU JOURNAL DU LOT du 10 Octobre 1868. (N° 1^{er}.)

LE DRAME

Des Carrières d'Amérique

PAR ANGELO DE SORR

I.

LE REFUGE MYSTÉRIeux.

La rue La Fayette est certainement aujourd'hui la voie la plus longue que nous offre le Paris moderne. Bientôt elle traversera toute la partie nord de la ville, et pourrait, au besoin, se continuer, sans déviation, par la route de Meaux, bien au-delà de la forêt de Bondy.

Mais il serait naïf d'aller chercher si loin ces sites de l'ancien mélodrame, puisqu'à l'extrémité de cette interminable rue, sans sortir de Paris, on côtoie les terrains abrupts des tours à plâtre et des Carrières d'Amérique.

C'est, en effet, dans cet espace restreint, com-

Reproduction autorisée en vertu du Traité avec la Société des Gens de Lettres.

BULLETIN.

La junte centrale de Madrid élue par le suffrage universel est définitivement constituée. Le maréchal Serrano et le général Prim sont nommés présidents honoraires et M. Aguirre président effectif. Les vice-présidents sont MM. Ribero et Vega de Armijo.

Le général Prim a fait son entrée à Madrid, mercredi, au milieu de l'enthousiasme populaire. Dans une harangue adressée au peuple du haut du balcon du ministère de l'intérieur, le général a déclaré qu'il y avait union intime entre lui et le maréchal Serrano. « Il faut, a-t-il dit, conserver l'union entre tous les libéraux, entre le peuple et l'armée. » Le général a donné l'accolade à Serrano en s'écriant : « A bas les Bourbons ! » Ces mots ont excité d'unanimes applaudissements.

Combien de jours durera ce naïf enthousiasme et cette concorde des premières heures ? Les nouvelles que nous apporte le télégraphe, disent assez qu'il ne faut pas se bercer à cet égard, de vaines illusions. Plusieurs jutes de province, mécontentes de voir l'élément militaire substitué à l'élément civil dans le gouvernement provisoire, réclament déjà contre la désignation du maréchal Serrano pour exercer le pouvoir suprême sans l'accord préalable de la majorité. En outre, de très-graves désordres ont eu lieu à Antequera. La force armée a dû intervenir pour les réprimer. A peine éclos, cette révolution a les mains tachées de sang.

Don Salustiano Olozaga n'a pas encore répondu définitivement à la proposition de faire partie du Gouvernement provisoire.

Le comte de Girgenti est arrivé le 6 à Lisbonne.

Le comte de Montemolin, le prétendant Carlisle, dont on avait signalé la présence en Espagne, n'est allé que jusqu'à la frontière des Pyrénées ; il a jugé prudent de retourner sur ses pas à la suite d'avis défavorables, venus de l'intérieur de la Péninsule.

Le duc de Montpensier a écrit au maréchal Serrano pour protester contre l'abus de

pris entre les rues Puebla, d'Allemagne et le boulevard Sérurier, que s'est réfugié aujourd'hui le misérable personnel de l'ancienne forêt du erime. Car, il est sûr que, depuis la disparition des chaises de postes et des diligences, il n'y a plus que de l'eau à boire sur les grands chemins et dans les bois.

C'était une soirée de novembre. Il était près de minuit, heure de lumières et de mouvement sur le boulevard Montmartre, — de silence et de ténèbres dans ces zones excentriques de la capitale.

La rue d'Allemagne, en ce moment se présentait déserte et sombre. Pas un roulement de voiture ; et, dans la profonde perspective, pas une de ces lueurs rougeâtres, si connues du fumeur attardé, et qui s'éteignent les dernières.

Un homme marchait dans cette longue rue d'Allemagne. Il allait dans la direction de la barrière, et s'éloignait par conséquent peu à peu des parties habitées de la ville. Son pas n'était pas précipité ; il n'avait sans doute point hâte d'arriver. Il portait la blouse de l'ouvrier, mais rien de misérable ne ressortait de sa mise. C'était un jeune homme. Trente ans au plus. Chevelure et barbe blondes ; et, sur sa physionomie, l'expression sérieuse, le masque d'un caractère énergique et fort.

Les maisons devenaient plus rares. La rue, à cet endroit, offrait l'aspect d'un grand chemin au milieu des terres. Le silence n'était troublé que par l'essoufflement ou sifflement aigu d'une locomotive manœuvrant sur la ligne de l'Est.

son nom, sous le prétexte de candidature au trône d'Espagne. Il déclare qu'il n'a autorisé personne à poser sa candidature, et qu'il n'a jamais convoité la couronne.

De nouveaux renseignements confirment la nouvelle d'une conspiration ourdie contre le trône et la vie du Sultan. On voutait, paraît-il, assassiner le monarque dans une partie de chasse. Plusieurs arrestations ont été opérées. L'affaire s'instruit dans le plus grand secret.

On mande de Florence que Nubas-Pacha a eu des entrevues avec les principaux membres du cabinet italien, au sujet des réformes à introduire dans les juridictions consulaires en Orient.

On écrit de Rio-Janeiro le 8 septembre, que l'Empereur du Brésil a autorisé l'émission par le Trésor d'une somme de 40,000 contos de reis en papier monnaie, soit environ cent millions de francs.

Le congrès mexicain est entré en session le 17 septembre.

Pour le bulletin politique A. Laytou.

Dépêches télégraphiques

(Agence Havas).

L'Infant Don Juan de Bourbon vient d'abdiquer ses droits à la Couronne d'Espagne en faveur de son fils, l'Infant Don Carlos

Voici le texte de cette renonciation qui est datée de Paris, le 3 octobre 1868 :

« N'ambitionnant que le bonheur des Espagnols, c'est-à-dire la prospérité intérieure et le prestige extérieur de ma chère patrie, je crois devoir abdiquer, et par les présentes j'abdique tous mes droits à la Couronne d'Espagne en faveur de mon bien aimé fils, Don Carlos de Bourbon et d'Este. »

Signé :

JUAN DE BOURBON ET DE BRAGANCE.

Voici la protestation que la reine Isabelle vient d'adresser aux Espagnols.

ESPAGNOLS :

Une conjuration dont il n'existe pour ainsi dire pas d'exemple chez aucun autre peuple de l'Europe, vient de précipiter l'Espagne dans les

Lorsque notre personnage eut atteint la grille de la barrière, au lieu de la franchir, il prit à droite, et s'engagea dans le boulevard Sérurier.

Je ne sais quelle physionomie l'édilité parisienne réserve dans l'avenir au boulevard Sérurier, mais aujourd'hui, c'est bien l'endroit le plus abandonné, le plus désolé, et le moins rassurant qui puisse se trouver dans l'intérieur de Paris. C'est presque une gorge profonde. A gauche, les remblais des fortifications, à droite, des monceaux de terrains incultes ; une butte informe dans laquelle on a taillé, coupé, creusé. Pas de végétation. De l'argile, de la pierre et, partout de la boue. Figurez-vous une dune, dans laquelle on s'enfoncerait en marchant ; seulement en place de sable, de l'eau, de la fange ; au lieu du soleil, du brouillard, de la fumée.

Ce sont les Carrières d'Amérique. C'est dans ce repaire de toutes les léprosités sociales que nous allons placer quelques scènes de ce récit. Mais surtout qu'on ne croie pas que ce soit de gaieté de cœur que nous nous disposons à descendre dans ces spirales infectes ; car ce n'est pas nous qui y venons les premiers. Et puisque le public curieux a pris ses places, ne le faisons pas attendre.

Lorsqu'il eut marché dix minutes dans le boulevard, notre homme s'arrêta près de la palissade qui sépare le champ des carrières de la chaussée et regarda avec attention s'il n'était pas suivi. A cet endroit de la clôture, une planche avait été enlevée ; l'ouverture qui en résultait pouvait donner passage à un homme de corpulence or-

horreurs de l'anarchie. Des forces de terre et de mer, que la nation entretenait généreusement, et dont j'ai toujours récompensé les services avec bonheur, oubliant des traditions glorieuses, et violant les serments les plus sacrés, se tournent contre la patrie et attirent sur elle des jours de deuil et de désolation. Le cri des rebelles jeté dans la baie de Cadix, et répété, dans quelques provinces, par une partie de l'armée, résonne dans le cœur de l'immense majorité des Espagnols comme le bruit précurseur d'une tempête qui met en péril les intérêts de la religion, les franchises constitutives de la légitimité et du droit, l'indépendance et l'honneur de l'Espagne.

La série lamentable des défections, les actes d'incroyable déloyauté qui se sont produits, dans un si court espace de temps, blessent encore plus ma fierté d'Espagnole, qu'elles n'atteignent ma dignité de reine ; que les plus grands ennemis de l'autorité eux-mêmes, dans leurs rêveries insensées, ne pensent pas que le pouvoir public qui émane d'une si haute origine, puisse être conféré, modifié ou supprimé par l'intervention de la force matérielle, sous l'impulsion aveugle des bataillons séduits.

Si les villes et les campagnes, cédant à la première impression de la violence, se soumettent, pour un instant, au joug des insurgés, bientôt le sentiment public froissé dans ce qu'il a de plus noble et de plus intime, se réveillera pour montrer au monde que, grâce au ciel, les éclipses de la raison et de l'honneur sont tout à fait passagères en Espagne.

Jusqu'à ce que ce moment arrive, comme reine légitime d'Espagne, après examen et sérieux conseils, j'ai jugé à propos de chercher dans les Etats d'un auguste allié la sécurité nécessaire pour agir, dans cette difficile conjoncture, comme il incombe à ma qualité de reine et aux devoirs que j'ai de transporter intacts à mon fils mes droits, protégés par la loi, reconnus et jurés par la nation, fortifiés enfin par trente-cinq ans de sacrifices, de vicissitudes et de tendre affection.

En posant le pied sur la terre étrangère, le cœur et les yeux sans cesse tournés vers celle qui est ma patrie et la patrie de mes enfants, je m'empresse de formuler ma protestation explicite et solennelle, devant Dieu et devant les hommes, déclarant que la force majeure à laquelle je cède, en sortant de mon royaume, ne saurait préjudicier à l'intégrité de mes droits, ni l'altérer ou la compromettre en rien ; ne pourront non plus l'affecter, en aucune manière, les actes du gouvernement révolutionnaire, et encore moins les résolutions de ses Assemblées, qui devront nécessairement se former sous la pression des fureurs démagogiques et dans des

condamnées par une pente presque insensible qui se continuait dans des méandres nombreux jusqu'à des profondeurs de plusieurs sous-sols superposés. C'est dans ces excavations que pénétrèrent, à la nuit, les misérables et les malheureux à la recherche d'un abri contre la pluie et le froid.

Ils n'y arrivent point par bandes. Ils s'y traînent comme des larves rampantes. L'œil le mieux exercé les distinguerait à peine dans les ténèbres qui les enveloppent. Ils se présentent dans la nuit sous des couleurs sombres et terreuses qui se confondent tout-à-fait avec l'argile jaunâtre et la pierre grisâtre. Ce ne sont pas les branches vertes de Mac-Duff qui approchent, c'est la boue qui s'avance et roule lentement vers l'orifice de la carrière comme dans un égout.

Nous allons nous engager hardiment dans ce dédale sombre et assister aux diverses scènes qui se rattachent à notre récit.

Parmi les ombres qui errent dans ces souterrains il y a certainement des êtres dignes de pitié ; il y

conditions de violence manifeste sur les consciences et les volontés.

Nos pères ont soutenu pour la foi religieuse et pour l'indépendance de l'Espagne une lutte longue et heureuse. Pour rattacher ce qu'il y avait de grand et d'héroïque dans les siècles passés à ce que contiennent les temps modernes de germes sains et féconds, la génération présente a travaillé sans relâche. La révolution, ennemie mortelle des traditions et du progrès légitime, combat tous les principes qui constituent la force vive, l'âme et la virilité de la nation espagnole. La liberté, dans son expansion illimitée et dans toutes ses manifestations, attaque l'unité catholique, la monarchie et l'exercice légal des pouvoirs, trouble la famille, détruit la sainteté du foyer et tue la vertu et le patriotisme.

Si vous pensez que la couronne d'Espagne portée par une reine qui a eu la fortune d'attacher son nom à la régénération politique et sociale de l'Etat, est le symbole de ces principes tutélaires, restez fidèles, comme je l'espère, à vos serments et à vos croyances ; laissez passer, comme un fléau, le vertige révolutionnaire dans lequel s'agitent l'ingratitude, la félonie et l'ambition ; et vivez dans l'assurance que je ne négligerai rien pour maintenir sauf, jusque dans le malheur, ce symbole, hors duquel il n'y a pour l'Espagne ni un souvenir qui l'aure, ni une espérance qui la soutienne.

L'orgueil insensé de quelques-uns émeut et bouleverse pour le moment la nation entière, produisant la confusion dans les âmes et l'anarchie dans la société. Il n'y a pas même place dans mon cœur pour la haine contre ce petit nombre, je craindrais, qu'au contact de ce sentiment méquin, ne s'affaiblît le profond attendrissement que m'inspirent les hommes loyaux qui ont exposé leur vie et versé leur sang pour la sainteté du trône et de l'ordre public, et tous ces Espagnols qui assistent, avec douleur et épouvante, au spectacle d'une insurrection triomphante, honteuse page dans l'histoire de notre civilisation.

Sur la noble terre d'où je vous parle aujourd'hui, et partout, je supporterai, sans me laisser abattre les malheurs de mon Espagne bien-aimée, qui sont mes propres malheurs. Si je n'ai pas pour me soutenir, entre bien d'autres exemples, celui du souverain le plus vénérable, modèle de résignation et de courage, entouré de aussi de tribulations et d'amertume, je puiserai des forces dans ma confiance en la loyauté de mes sujets, en la justice de ma cause, et je dessus tout en la puissance de celui qui tue dans ses mains le sort des empires.

La monarchie de quinze siècles de lutttes, victoires, de patriotisme et de grandeur, n'est

a sans doute là de profondes misères imméritées, des sommes de souffrances pleines d'intérêt, et que nous écartons de notre sujet. Même dans le bouge, le malheur doit être respecté.

Dans la dernière galerie souterraine où nous nous trouvons, divers groupes sont assis par terre. Il y a des hommes qu'on ne saurait décrire, des femmes ne ressemblant à rien et qui les ont suivis là — par amour, qui sait !

On a sans doute travaillé ce jour-là chez l'épicier, car trois bougies sont allumées. A leurs lueurs vacillantes nous pourrions faire quelques portraits.

Occupons-nous de deux êtres qui, placés tout-à-fait au fond de l'excavation, nous paraissent plus causeurs que les autres.

Le premier est vêtu d'une blouse si trouée, si usée, qu'au moindre de ses mouvements, elle se déchirait davantage. On ne saurait définir la casquette plate et crasseuse qui couvrait sa tête ; tout le reste était à l'avenant. Le porteur de ce loques sordides avait à sa bouche une pipe écourtée et noire, et tenait près de lui en respect une bouteille au goulot de laquelle il portait de temps en temps ses lèvres. La figure de ce personnage était hideuse. C'était la physionomie narquoise parisien — méchante, surnoise et se tout à la fois. Cet homme répondait à Trocadéro.

Son voisin avait une mise moins fautive. Il portait un chapeau, mais ce n'était que l'odyssée serait navrante. Un de ces abandonnés vingt fois au ruisseau.

pas se perdre en quinze jours de parjures, d'infidélités et de trahison. Ayons foi dans l'avenir : la gloire du peuple espagnol fut toujours celle de ses rois ; les disgrâces des rois rejaillirent toujours sur le peuple.

Dans la ferme et patriotique aspiration pour le maintien du droit, de la légitimité et de l'honneur, votre esprit et vos efforts s'accorderont toujours avec la décision énergique et l'affection maternelle de votre reine.

ISABELLE.

Château de Pau, le 30 septembre 1868

Le Mémorial des Pyrénées contient les rectifications suivantes :

Plusieurs journaux de Paris donnent des détails inexacts sur le séjour de la Reine d'Espagne au château de Pau. Ils disent d'abord que S. M. occupe les petits appartements, tandis qu'elle habite, au contraire, les appartements mêmes de l'Empereur.

Ils ajoutent qu'Elle ne sort du petit salon que pour se rendre dans la chapelle où l'ancien évêque de Cuba vient dire sa messe ; ce détail est encore parfaitement controuvé : les réparations de la chapelle n'étant pas terminées, on n'y célèbre pas l'office divin.

C'est à l'Église St-Martin, comme nous l'avons déjà dit, que la reine entend la messe, à laquelle Elle assistait dimanche dernier, à midi, avec sa famille et sa suite, tandis que son oncle, l'infant Don Sébastien, s'était rendu à l'Église St-Jacques, où l'office divin a été dit pour lui à midi et demi.

Quant au père Claret, ancien évêque de Cuba, confesseur de S. M., il a célébré dimanche matin, à 7 heures, la messe dans la chapelle de l'hospice.

Il est encore inexact, comme le prétendent les mêmes journaux, qu'un préfet du palais des Tuileries, des employés et un certain nombre de serviteurs de la Maison de l'Empereur fassent le service du château de Pau, suivant le même cérémonial qu'aux Tuileries.

Ce sont seulement les employés attachés au Palais Impérial de Pau, qui ont été mis à la disposition de la Reine.

Un piquet du 58^e rend les honneurs à S. M. lorsqu'elle sort du palais et qu'elle y rentre.

Par une gracieuseté de la reine Isabelle, la promenade entourant le Palais, qui avait été interdite au public depuis son arrivée à Pau, a été de nouveau livrée aux promeneurs, d'après son désir exprès.

Les habitants de Pau, ont su gré à S. M. de cette bienveillante mesure à cause des facilités qu'elle offre à beaucoup de personnes, tant pour leur agrément que pour leurs affaires.

La reine est sortie dimanche au soir avec sa famille et s'est rendue à la belle villa de M. Labordette, avenue Porte Neuve, qui a été louée par l'infant Don Sébastien, son oncle.

Hier matin, à 9 heures et demie, le roi Don François d'Assise, accompagné du prince des Asturies, des Infants et d'une dame de leur suite, est sorti à pied du château où il est rentré à midi et demi. La Reine est également sortie hier au soir, en voiture, pour faire sa promenade habituelle. Il n'est pas encore question du prince de Girgenty.

Pour extrait : A. Laytou.

il y a eu de tout, de la vermine, de la charcuterie, du pain sale. — Une redingote décolorée, reprise, crasseuse, effiloquée, trop étroite, se boutonnait sur sa poitrine sans chemise, et par conséquent sans gilet. Un pantalon indescriptible, des chaussures dont on ne voyait plus le cuir disparaissant sous une couche d'argile et de boue.

Trocadero le nommait tantôt le professeur et tantôt le vicomte. Nous saurons plus tard à quel titre ce monsieur s'était attribué ces deux qualifications.

Ce professeur avait une tête ravagée par toutes les tempêtes morales. Il fumait dans une pipe nauséabonde.

Presque tous ces gens-là mangeaient et surtout buvaient. Ils n'étaient sobres que de paroles. Certains ménages tumultueux avaient même la prudence de se quereller à la soirée.

— Ah ! voilà le Gosse et la Gosselte, fit le professeur en s'adressant à son voisin Trocadero.

Les deux individus désignés de la sorte étaient presque deux enfants. Un jeune garçon de quatre ans au plus, une jeune fille qui n'en avait que treize. On les nommait aussi les jeunes mariés.

Le petit mâle, cette désignation suffit malheureusement, portait en dessous d'une blouse en une tunique de collégien. De là le surnom de Gosse. Sur un corps sale et malingre se trouvait une charmante tête d'éphèbe, légèrement débouchée et la misère, mais de lignes adoucies. Une petite bouche son-

NOUVELLES D'ESPAGNE.

(Correspondance.)

Ce qu'il y a de mieux à faire, en présence des événements qui s'accomplissent en Espagne, c'est de se borner au rôle de narrateur. Toute prophétie, dans n'importe quel sens, courrait dix chances contre une d'être démentie par la volonté ou le caprice populaire.

Pour le moment, Madrid et l'Espagne ressemblent, avec les barricades de moins et le combat d'Alcolea de plus, à Paris et à la France en février 1848. On le verra par la lettre suivante, datée du 3 octobre.

Je viens de voir défiler la garde nationale mobile, une garde en blouses, en vestes en haillons, et elle criait : « Vive la liberté ! à bas les Bourbons ! » J'ai vu aussi défiler l'armée à travers les rangs épais de la foule et la foule criait : « Vive l'armée ! Vive la marine ! »

J'ai vu encore toute une grande ville sens dessus dessous, drapeaux, étendards, oriflammes et bannières au vent ; des tentures à toutes les fenêtres ; des cocardes à toutes les boutonnières ; de l'enthousiasme dans toutes les têtes ; de la joie sur tous les visages, de la confiance dans tous les esprits et, pour compléter le tableau, des bandes de gamins partout.

Madrid a la physionomie d'une ville toute heureuse et peut-être un peu étonnée d'avoir si facilement vaincu l'ennemi. Je lis sur tous les murs : « A bas les Bourbons ! Vive la liberté ! Vive la souveraineté nationale ! » Pas un mot de la république, ni du roi de Portugal, ni du duc de Montpensier, ni d'aucun prétendant quelconque, rien que la liberté et la souveraineté du peuple ; par un accord tacite et qui serait de bon augure, tout le monde s'abstient de se prononcer sur l'avenir, on attend la constituante, on respecte sa liberté d'action, on ne semble pas vouloir lui imposer quel qu'un ou quelque chose. Si cela dure, ce peuple aura montré une grande sagesse et sera digne de la liberté qu'il convoite.

Le maréchal Serrano a eu son entrée triomphale : la junte et une foule de députations étaient allées au devant de lui à la gare du chemin de Tolède. Elles l'ont félicité avec chaleur et la foule, renchérissant sur cet enthousiasme, a éclaté en vivats frénétiques quand il s'est montré à elle.

C'était une fureur : le maréchal Serrano, quoique à cheval, ne pouvait pas avancer.

Je n'en finirais plus si je voulais entrer dans les détails, signaler les particularités. Mais je dois une mention à Pucheta. Pucheta est un toréador célèbre, ce qui veut dire riche ; il est très populaire dans les classes inférieures et il paraît qu'il use constamment de son influence dans un sens modérateur. Il commande un bataillon ou une compagnie de volontaires, et il était à sa tête aujourd'hui avec son épée de combat.

Derrière sa troupe venait une députation des enfants de l'hospice des orphelins, puis la députation de l'hôpital San Bernardino portant une Lanière qui a félicité le peuple et l'armée de leur triomphe. J'ai remarqué aussi une bande considérable d'étudiants qui ont été harangés devant la place du Congrès par M. Madoz. Dernière remarque, ce n'est pas la moins curieuse ni la moins intéressante, le défilé avait lieu dans la rue San Gerónimo et il y a une église dans cette rue, à deux cents pas environ du Congrès ; or, pendant tout le défilé, les cloches de cette église ont sonné à toutes volées !

— Une dépêche du 3 octobre annonce que le maréchal Serrano reçoit à l'hôtel-de-ville, les corporations ouvrières, les délégués des districts, etc.

— La note suivante, insérée dans la Gazette de Madrid vient à l'appui, nous ne dirons pas des suppositions qui font intervenir la Prusse dans la révolution d'Espagne, mais au moins des conjectures touchant l'alliance des deux Péninsules.

« La junte provisoire révolutionnaire a reçu les félicitations des Italiens résidant à Madrid. Elle les a cordialement remerciés. L'occasion se présentait de mettre les deux peuples en contact, dit la junte dans sa réponse, l'Italie peut être assurée de la sympathie de l'Espagne pour ses aspirations et elle espère que le peuple espagnol trouvera dans le peuple italien un fidèle ami de la liberté. »

Autre correspondance.

On parle de « signes du temps. » En voilà un qui ne manque pas d'originalité : parmi les sept ou huit candidats au trône d'Espagne, deux seulement, don Carlos de Bourbon et le prince Amédée de Savoie, seraient disposés, celui-ci à accepter, celui-là à prendre la couronne ; les au-

dessous son petit chapeau.

Et les enfants, s'inquiétant peu de ceux qui les regardaient, se mirent à dévorer leur marmelade. La lueur des bougies les éclairait en plein, ils formaient à eux deux, gormands et riant, un groupe d'un contraste étrange avec toutes les silhouettes hideuses qui les entouraient.

Mais le professeur n'avait pas sommeil, peut être avait-il soif, car la vue de la bouteille de Trocadero paraissait l'impatientier.

— Que diable buvez-vous là ! Est-ce du vin ou de l'eau-de-vie ?

— Avez-vous soif ?

— De quoi !

— Comment de quoi !... Mais de ce que vous buvez...

— Eh bien, allez-y mon vieux ; et Trocadero lui passa la bouteille.

— Mais c'est de l'absinthe !... s'écria tout joyeux le professeur. Mais c'est de l'excellente absinthe ! Je m'y connais, moi !...

— Je le crois bien, puisque vous en êtes le professeur.

Hélas ! je l'étais ! Mais depuis que je ne fréquente plus que la Bibine, je professe peu... Dieu !... c'est du Pontarlier... Oh ! cela vous donnerait envie de faire une conférence !... Ou, diable, avez-vous volé cela !

— C'est un cadeau. Mais, dites donc, rendez-moi, maintenant

— Voulez-vous que je vous donne une leçon ?

— Non, merci.

tres déclinerait l'honneur et le fardeau. Que voulez-vous ? Tantôt l'injure et le dénigrement, puis des séditions de caserne, des complots de soupente, des poignards autour des voitures et des revolvers au retour des allées : tout cela ne présente que des agréments discutables.

N'importe ! On met en avant, à Madrid, indépendamment du roi de Portugal, nanti déjà d'une couronne, trois compétiteurs : le duc de Montpensier, le prince Alfred d'Angleterre et le prince Amédée de Savoie. Mais les avances sont conditionnelles.

Au duc de Montpensier, on demande le renoncement au titre d'infant d'Espagne, c'est-à-dire de divorcer moralement avec sa femme, la princesse Louise, sœur de la reine Isabelle.

Si le prince Alfred montait sur le trône, il devrait : 1^o Rendre Gibraltar à l'Espagne ; 2^o souscrire à un emprunt d'un milliard.

Quant au prince Amédée on ne le prendrait qu'à l'essai, pour cinq ans, avec cause de résiliation dans le cas où l'unité italienne se transformerait en trilogie monarchique.

Les choses en sont là.

Et comme il s'agit, préalablement, de former, au moyen du suffrage universel, une assemblée constituante, qui peut dire qu'elle n'écartera pas ces divers prétendants en proclamant la république fédérative ou unitaire ?...

Que deviendront alors Prim et Serrano ?... Rien de plus simple.

L'un prendrait tout de suite le rôle de Cromwell.

L'autre se réserverait celui de Monck.

Vu les convictions et les antécédents de lui et de l'autre, ils pourraient tirer à la courte-paille.

Laffite.

Autre Correspondance.

Nous extrayons ce qui suit d'une lettre écrite de Madrid par un journaliste français et datée du 6 octobre :

« La crainte du carlisme pourrait bien provoquer une campagne contre le clergé, soupçonné de lui être généralement acquis.

« Je ne sais jusqu'où l'on ira dans cette voie, mais je serais bien trompé si l'on n'es'engageait, car on a peur du clergé non-seulement à cause des tendances carlistes qu'on lui attribue, mais aussi parce qu'on l'accuse d'être ouvertement ou secrètement hostile à la liberté, cette déesse qui tourne la tête à tous les Espagnols pour le présent quart d'heure.

« A Séville, la junte a fermé tous les couvents d'hommes et de femmes après avoir voulu donner congé aux locataires, puis elle a fermé le séminaire en renvoyant les élèves à leurs parents. »

On lit dans une autre correspondance, du 4 octobre également :

« On a reçu, ce matin, une triste nouvelle de Antequerra, dans le district de Malaga. Il paraît que le peuple s'est précipité sur un couvent de religieuses, l'a mis au pillage, et a fini par l'incendier. On craint qu'il n'y ait eu des victimes. Le général qui commande dans ces parages s'est hâté d'accourir pour rétablir l'ordre, mais malheureusement le mal était fait quand il est arrivé. »

Pour extrait : A. Laytou

Nouvelles du jour

Nous n'en avons pas fini avec les conjectures touchant les compétiteurs au trône d'Espagne, cependant en voici une qui dépasse toutes les autres. D'après l'International de Londres, il serait question, à Paris et à Madrid, du Prince Napoléon pour succéder à la reine Isabelle.

« La semaine dernière, dit l'International, le prince Napoléon, que l'on croyait à Prangins, est venu secrètement à Paris, où il a eu des entrevues avec les principaux émigrés et particulièrement avec M. Olozaga. On sait d'ailleurs que S. A. est lié d'amitié fort étroite avec le général Prim. »

Le feuille de Londres part de là pour insinuer que le prince, avec l'appui secret du cabinet des Tuileries, pourrait bien être appelé, par le suffrage universel ou autrement, à régner en Espagne.

Nous croyons inutile d'insister sur de

telles suppositions, aussi contraires au cours des événements qu'à la politique impériale.

La Gazette de Madrid publie une proclamation de la junte de Madrid, dont voici la conclusion :

« Ayons confiance entière dans les initiateurs de la Révolution, dans les éminents patriotes qui ont entrepris l'œuvre de la régénération politique et morale de l'Espagne. « A bas les Bourbons ! « Vive la souveraineté nationale ! « Vive le suffrage universel ! « Vivent nos libérateurs de l'armée et de la marine ! »

Cette proclamation porte les signatures du maréchal Serrano, du général Prim et des membres de la junte.

M. Rios Rosas a envoyé au maréchal Serrano un télégramme de félicitations sur le triomphe de la Révolution.

La Gazette dit que le parti Carlisle a envoyé des émissaires dans les provinces basses.

Les juntes de ces provinces ont envoyé à Madrid des adresses de félicitations.

Cette nuit et ce matin, des sérénades ont été données sous les fenêtres du général Prim.

Tandis que plusieurs journaux démentent le bruit relatif à un complot contre la vie et l'autorité du Sultan, d'autres feuilles insistent sur la véracité de cette nouvelle.

Un télégramme de Constantinople 7 octobre porte ce qui suit :

Les individus accusés d'avoir conspiré contre la vie du Sultan, et en faveur du prince Mourad ont été interrogés secrètement pendant la nuit. On ne sait toujours rien de positif sur cette affaire. »

Un télégramme de Rome s'inscrit en faux contre la nouvelle que le Souverain aurait adressé à la reine d'Espagne une lettre pour l'encourager à résister de toutes ses forces aux efforts de la révolution. Sa Sainteté Pie IX n'a jamais envoyé une lettre de cette nature à la reine Isabelle.

La reine Isabelle avait envoyé à l'Escurial le comte Toreno et le général Zapatero pour chercher les plus précieux objets de son mobilier. Ils ont été arrêtés, conduits à la junte, qui, après examen, les a laissés partir avec 80,000 francs appartenant en propre à la reine. Le reste des objets emportés a été réintégré, dit-on, à l'Escurial.

Pour extrait : A. Laytou.

Revue des Journaux

PATRIE.

La Patrie approuve fortement, avec tous les esprits éclairés et impartiaux, la conduite du gouvernement français en présence des événements d'Espagne :

« La révolution suit son cours, dit-elle, il n'y a qu'à attendre que le peuple, réuni dans ses comices, décide lui-même de l'avenir de l'Espagne. Si le gouvernement de l'Empereur avait à porter officiellement un jugement sur cette situation de la Péninsule, il ne pourrait qu'applaudir à la proclamation du suffrage universel, la vraie base, aujourd'hui, de l'autorité souveraine, et dont la France a donné la première l'exemple il y a vingt ans. »

JOURNAL DES DÉBATS.

A défaut d'autres nouvelles d'Espagne, le Journal des Débats constate que sur plusieurs points de la Péninsule, les juntes

— Tu sais, Trocadero, c'est de bon cœur ! fit le professeur dont les yeux s'animaient.

— Bon, voilà le vicomte, toujours si fier, qui me tutoie. Ah çà, c'est donc vrai, tu es vicomte ?

— Dam, est-ce que c'est ma faute à moi ?

— Oh ! je ne t'en fais pas un reproche ; seulement je m'étonne, avec un nom pareil, intelligent comme je te connais, bien mis comme je te vois toujours, que tu en sois réduit à venir coucher aux carrières.

Le Professeur eut un grand éclat de rire, reprit la bouteille des mains de Trocadero et la reporta à sa bouche. Celui-ci surveillait les aspirations avec inquiétude.

Mais le vicomte, ayant reposé le litre, se prit à rire en regardant de pitié son voisin et ami.

— Mon cher Trocadero, tu me parais aussi naïf que le vieillard redevenu enfant qui vient de naître !... Comment ! cela l'étonne de me voir couché à ton côté, dans cette carrière, et cela sous le prétexte que je suis vicomte et même professeur ! mais c'est justement à cause de cela que je suis ici !... Ainsi, prête-moi attention une minute.

Dès l'âge le plus tendre, comme s'expriment les biographes qui parlent le beau français, on m'a entouré de soins. Mes premières sensations ont été celle du bien-être. A mon esprit, on a prodigué des sourires, des caresses, les couleurs les plus riantes de l'enfance.

(La suite du prochain numéro).

locales prennent spontanément des mesures radicales dans le sens de la liberté des cultes et de l'enseignement, « mesures qui, l'on n'en peut douter, seront, plus tard, ajoute M. P. David, sanctionnées par la future assemblée constituante. »

FRANCE.

On lit dans la France, sous la signature de M. Garcin :

« Evidemment la dictature momentanée du maréchal Serrano, n'est pas le dernier mot de la situation ; mais elle peut en être le premier. Si le général Prim, qui arrive aujourd'hui même à Madrid, s'entend avec le maréchal Serrano, comme tout permet de le supposer ; si l'accord continue à régner entre les différents chefs, l'Espagne peut traverser sans trop de périls et d'agitations la redoutable épreuve dont les complications continuent à se dérouler sous nos yeux.

« Mais il y a une chose qu'on ne peut point oublier, c'est que si les partis commencent les révolutions, les peuples seuls les tiennent. »

SIÈCLE.

Le Siècle ne voit pas, sans quelques appréhensions le décret de la junte qui charge le maréchal Serrano de former un ministère provisoire :

« Ces mesures ajoute M. Castagnery, semblent vouloir laisser la prépondérance à l'élément militaire ; mais nous les oublions en songeant à la profondeur du courant démocratique que profondément l'Espagne et la physionomie toute rassurante de la population madrilène. »

MONDE.

On lit dans le Monde, sous la signature de M. Armand Ravelet :

« Les journaux prussiens, se plaignent amèrement qu'on ait accusé la Prusse de n'avoir mis la main dans les affaires d'Espagne, que pour nous susciter des embarras. Nous leur ferons remarquer que ce sont eux-mêmes qui ont couru au devant des soupçons. Les premiers sentiments qu'ils ont manifestés en apprenant cette révolution ont été une satisfaction profonde ; ils se sont réjouis parce que la politique française, tenue en échec sur les Pyrénées, ne pouvait plus s'occuper des affaires du Rhin. La vieille maxime. Is fecit sui prodest, est aussitôt venue à l'esprit de plusieurs écrivains français.

UNIVERS.

L'Univers s'exprime ainsi, sous la signature du secrétaire de la rédaction, M. Ernest Schnaiter :

« Les journaux espagnols, ne nous apportent guère de renseignements sur la manière dont la Révolution est accueillie par les populations. La presse libérale-progressiste ne parle que de manifestations enthousiastes ; mais la presse conservatrice et catholique garde un silence significatif. Celle-ci se contente de reproduire les documents et les récits officiels. Il est clair qu'elle n'est pas libre et qu'elle prend le seul moyen qu'elle ait de témoigner son éloignement pour la Révolution ; nous regardons le silence absolu qu'elle garde jusqu'ici comme la preuve que l'Espagne catholique et conservatrice n'est pas avec le mouvement actuel. Nous ne pourrions en douter, la preuve est complète. »

Pour extrait : A. Laytou

LES VIGNERONS ET L'EMPEREUR

Les convenances auraient peut-être voulu que je place le souverain avant les gouvernés dans le titre de cet article, mais qu'on veuille bien considérer que je suis un campagnard peu éduqué et que j'obéis à une méthode qui est dans mes habitudes, elle consiste à faire passer le créateur avant son œuvre.

Ce qui m'engage à parler un peu politique, c'est que je finis par être passablement agacé de lire dans les journaux, dits de l'opposition, ces incessantes rengaines sur l'ignorance des paysans lorsqu'ils ne leur donnent pas la majorité, et leurs insinuations flatteuses lorsqu'ils votent selon leur désir.

Ainsi les vigneronns du Jura ont voté en faveur de M. Grévy, un homme de haute valeur qu'ils connaissent, estiment et aiment, rien de plus, et les voilà proclamés bons villageois, gens renaissants à la vie politique et toutes les herbes de la St-Jean en fait de congratulation. Si, au contraire, leur candidat échoue ailleurs ; ça se voit, les paysans sont des crétiens, des ignorants, etc.

D'après l'opinion de personnes fort estimables et celles desdits journaux, l'intelligence et l'instruction se seraient réfugiées dans les villes et on en donne pour preuve que c'est là où les voix opposantes sont en plus grand nombre. Que l'instruction soit

Conseil général.

Suite de la Séance du 28 août 1868.

ces observations doivent s'appliquer aussi aux crédits demandés pour réparations à faire au mobilier de la sous-préfecture de Gourdon, et qui devraient être soldés sur les fonds libres de 1867.

Mobilier de la préfecture.—Récolement.

Le Conseil désigne MM. Dupuy et Besse de Laromiguière pour assister au récolement du mobilier de la préfecture, qui doit être fait chaque année.

Budget rectificatif de 1868.

Conformément aux propositions faites par la 1^{re} Commission, le Conseil approuve le budget rectificatif de 1868 tel qu'il est présenté par M. le Préfet, ainsi que l'emploi qu'il propose de faire des fonds restés libres sur l'exercice de 1867, à l'exception d'un crédit de 3,780 fr., demandé pour réparations à faire au mobilier de la sous-préfecture de Gourdon, réparations auxquelles le Conseil n'a pas cru devoir donner son approbation.

Budget.—Sous-chapitre 4 et sous-chapitre 20.

Il approuve le sous-chapitre 4 concernant les routes départementales, ainsi que toutes les propositions qui y sont contenues. Il vote aussi le sous-chap. 20 et donne son approbation faite par M. le Préfet d'affecter une somme de 4,928 francs 88 cent., qui sera prise sur les dépenses imputables, sur les produits éventuels extraordinaires, aux travaux d'amélioration de la route départementale n° 21, dans la traverse de Castelnau-Montratrier.

Chemins vicinaux de grande communication.—Entretien.

Dans le courant de la dernière session, le Conseil général, appelé à se prononcer sur les ressources qui devaient être affectées à l'entretien des chemins vicinaux de grande communication, a ajourné à la session de 1868 l'examen de cette question. Aujourd'hui que ces chemins sont presque terminés, sa solution ne peut être plus longtemps différée, et le Conseil se trouve presque mis en demeure de prendre, à ce sujet, une résolution. Les ressources ordinaires affectées à cette destination ne sont plus suffisantes et, dans cette partie de son service, M. l'Agent-voyer signale un déficit qu'il évalue à 50,000 francs : pour le combler, il propose trois moyens qu'il soumet à l'examen du Conseil général ; ces trois moyens consisteraient : 1° à élever le taux de rachat de la prestation de 25 centimes environ ; 2° à prendre sur les fonds départementaux les sommes qui lui seraient nécessaires pour l'entretien de ces chemins ; 3° à prendre sur les communes intéressées aux chemins de grande communication une journée de prestation et 1/3 des 5 % communaux, et de combler le déficit au moyen d'une somme de 50,000 fr. à prélever sur les 5 % spéciaux départementaux, créés par loi de 1836, et qui seront distribués par M. le Préfet, suivant les besoins de chaque ligne.

Budget.—Sous-chapitre 5.

Il est en outre décidé qu'il sera affecté 1° à la traverse de Corn une somme de 9,000 fr. (n° 41) ; 2° à celle de Luzès, 3,500 fr. (grande com., n° 10) ; 3° à l'amélioration de la traverse de Latoulanie, 1,198 fr. 52 c. (n° 33) ; 4° à l'indemnité Planacassagne, 18,648 fr. 78 c. (n° 21) ; 5° Aux traitements des divers agents de la vicinalité, 23,150 fr. ; 6° Aux dépenses des chemins vicinaux imputables sur les contingents communaux, prestations rachetées en argent, souscriptions particulières, etc., 100,000 fr. Allocations qui seront inscrites au sous-chapitre 5. Mais comme les ressources portées à ce chapitre ne s'élèvent qu'à 199 fr. 46 c. et que les dépenses qui viennent d'être votées s'élèvent à 205,597 fr. 30 c. Le déficit qui résulte de la balance des recettes et des dépenses sera comblée avec les économies faites sur d'autres chapitres par suite des suppressions de crédits déjà votés. Le sous-chapitre 5 ainsi modifié est ensuite voté par le Conseil.

Chemins vicinaux.—Exécution de la loi du 11 juillet 1868.

Le Conseil général auquel M. le Préfet a soumis les instructions de Son Exc. le Ministre de l'Intérieur pour l'exécution de la loi du 16 juillet 1868, relative à l'achèvement des chemins vicinaux, a voulu se rendre compte de la situation de la grande, moyenne et petite vicinalité du département. Des renseignements qui lui ont été fournis par M. l'Agent-voyer en chef, il résulte que les chemins vicinaux de grande communication ont une longueur de 1,000 kilomètres ; qu'ils sont tous achevés ; qu'il n'y a plus à améliorer que quelques traverses qui exigeront une dépense totale de 130,000 fr. ; à subvenir aux frais d'entretien qui s'élèveront annuellement à 145,000 fr. et à leur personnel. M. l'Agent-voyer pense qu'il pourra être pourvu à ces diverses dépenses au moyen des centimes spéciaux du département créés par la loi de 1836, sans créer des ressources extraordinaires. Les chemins d'intérêt commun ont une longueur de 1,305 kilomètres dont 653 sont encore à exécuter. Ces derniers exigeront une dépense de 3,300,000 fr. à laquelle il faudra ajouter les frais d'entretien, du personnel et des cas imprévus pendant dix ans et que l'on évalue approximativement à 7,000 fr., en tout, 4,000,000 fr. Les ressources disponibles que l'on peut affecter à ce service ne s'élèvent qu'à 1,600,000 fr., d'où ressort un déficit de 2,400,000 fr. qui devra être mis à la charge de l'Etat et du département. Les chemins vicinaux ordinaires ont un développement de 1,500 kilomètres, assigné par M. le Ministre de l'Intérieur au département et dont la construction coûtera 4,840,805 fr. non compris les frais d'entretien, du personnel et des cas imprévus, évalués par prévision 405,000 fr., soit en totalité et en nombre rond 5,300,000 fr., il devra être pourvu à

diverses dépenses avec les ressources ordinaires des communes consistant en un tiers des 5 centimes communaux, une journée de prestation en supposant que le tarif en soit élevé, et 3 centimes spéciaux créés par la loi de 1868, qui, pour dix ans, ont été évalués à 2,200,000 fr., d'où ressort sur cette partie du service un déficit de 3,100,000 fr. qui ne pourra être comblé que par les subventions de l'Etat, celles du département ou par des emprunts faits par les communes, à la caisse vicinale créée par la loi du 11 juillet 1858. En résumé, pour compléter en dix ans son réseau de la moyenne et petite vicinalité, le département aurait à dépenser une somme de 9,300,000 fr. ; or, comme ses ressources ne s'élèveront dans la même période qu'à 3,800,000 fr. ; il aurait à se procurer une somme de 5,500,000 fr. qui lui serait nécessaire pour parvenir à l'achèvement de ses chemins et qu'il doit trouver soit sur les fonds de l'Etat, soit sur ceux du département, soit au moyen d'un emprunt à la caisse vicinale. M. l'Agent-Voyer en chef pense que le département ne peut se procurer les ressources qui lui manquent qu'en empruntant à la caisse ou en créant des centimes extraordinaires, ainsi que l'article 9 de la loi du 11 juillet 1858 lui en donne la faculté, et il consulte le Conseil général pour savoir auquel de ces deux moyens il lui convient d'avoir recours.

Un membre de la première commission à laquelle l'examen de cette question a été soumise, expose qu'elle a recherché avec soin si elle pouvait trouver dans le budget départemental les ressources nécessaires pour combler le déficit de 5,500,000 fr. qu'elle avait reconnu que le maximum légal de tous les centimes ayant déjà été voté, le département ne pouvait que continuer l'imposition de ce maximum et qu'il avait lieu d'espérer que l'Etat, prenant en considération, soit les sacrifices qu'il avait déjà faits pour la vicinalité, soit sa position de département pauvre, puisqu'il est un de ceux dont le produit des centimes n'atteint pas 20,000 fr., voudrait bien le comprendre pour une large part dans la répartition de la subvention de 10,000,000 fr. qui sont distribués cette année ; qu'elle avait reconnu aussi que l'on ne pouvait songer à la voie de l'emprunt pour combler ce déficit. Le Conseil se trouvant dans l'impossibilité de créer de nouveaux centimes, le département ayant déjà à supporter le maximum de ceux qui peuvent lui être imposés et n'ayant pas alors les ressources nécessaires, soit pour le paiement des intérêts, soit pour l'amortissement de cet emprunt ; que la commission ne pouvait que proposer la continuation du maximum des centimes extraordinaires que paie le département.

Chemins vicinaux d'intérêt commun et ordinaires.—Reliquat d'une subvention du département.—Affectation.

Sur le crédit de 20,778 fr. 35 c. inscrit au budget de 1867, pour subvention aux chemins vicinaux ordinaires et d'intérêt commun, une somme de 4,919 fr. 45 c. étant restée sans emploi faute d'offres suffisantes dans divers cantons du département, M. l'Agent-Voyer propose d'attribuer cette somme à des lignes d'intérêt commun qui ont le plus de besoin et le moins de ressources, et il indique comme se trouvant dans cette situation les chemins d'intérêt commun, nos 1, 2, 13, 22, 23, 29, 47, 49, 50, 58, 60 et 63. Cette proposition est combattue par un membre qui fait observer qu'il serait plus conforme à l'équité de la répartir par portions égales entre tous les cantons du département.

Un autre membre prétend que si l'on distribuait cette somme entre tous les cantons du département, la part attribuée à chacun d'eux serait si minime qu'il serait à craindre que l'on ne pût en faire un emploi utile et il croit que l'on doit accepter la proposition faite par M. l'Agent-Voyer en chef qui, par sa position, est plus que tout autre à même de connaître les besoins de chaque ligne. La discussion continue, et après l'échange d'autres observations faites par quelques autres membres, le Conseil, consulté, décide que la somme de 4,915 fr. 45 c., restée disponible au budget de 1867, sera attribuée aux lignes d'intérêt commun indiquées par M. l'Agent-Voyer en chef.

Chemins vicinaux.—Répartition des subventions départementales.

Dans un rapport dont il est donné connaissance au Conseil, M. l'Agent-Voyer en chef signale les inconvénients que présente le mode actuel de répartition des subventions départementales et insiste pour que le Conseil veuille bien adopter un système plus en harmonie avec les intérêts qu'il veut desservir ; mais en présence des dispositions de la loi du 11 juillet 1868 sur les chemins vicinaux, le Conseil ne croit devoir prendre, quant à présent, aucune décision.

Impositions extraordinaires communales.—Fixation du maximum des centimes à imposer.

Aux termes de l'article 4 de la loi de 1868 sur les attributions des Conseils généraux, ces Conseils étant appelés à fixer chaque année le maximum des centimes extraordinaires que les Conseils municipaux sont autorisés à voter pour en affecter le produit à des dépenses extraordinaires d'utilité communale, un membre de la première commission fait à ce sujet le rapport suivant :

La nouvelle attribution conférée aux assemblées départementales par la loi qui règle de nouveau leur attribution serait exercée d'autant plus sérieusement que la situation financière de chaque commune serait plus exactement connue. Il serait à désirer que l'on pût connaître au juste l'affectation de chaque centime ordinaire ou extraordinaire, que ce titre seul ne suffit pas à l'indiquer, de savoir aussi quels sont les projets de chaque commune et les besoins auxquels elle veut pourvoir à l'aide des centimes extraordinaires dont il s'agit. La situation financière des communes du département peut se résumer ainsi :

Sur les 320 communes dont il se compose, 57 ont des dettes dont le montant à rembourser s'élève au 1^{er} juillet 1868 à 835,047 fr. ; de ces 57 communes, celle de Cahors doit à elle seule 439,641 fr. ; elle pourvoit au paiement des intérêts et à l'amortissement de ses dettes à l'aide de ses ressources ordinaires, sans avoir à supporter plus de 13 centimes additionnels ou spéciaux. Les 56 autres doivent ensemble 395,406. 42 communes ne paient d'autres centimes que les 5 centimes ordinaires au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière, les 5 centimes spéciaux pour les chemins vicinaux, et les 3 centimes spéciaux pour l'instruction primaire. D'autres communes sont loin d'avoir une situation aussi prospère ; il y en a six qui supportent plus de 60 centimes ordinaires ou extraordinaires ; deux paient, l'une 78 centimes et l'autre 77 5/10, en y comprenant les centimes pour la gratuité absolue de l'instruction primaire. En ce qui touche les centimes extraordinaires dont il appartient au Conseil de fixer annuellement le maximum, 177 communes ne s'en sont imposés aucun ; sur les 143 qui

s'en sont imposés, soit en 1868, soit précédemment, on en compte 7 qui ont dépassé le maximum fixé pour la première fois dans la session de 1867 ; 14 qui l'ont atteint ; 61 qui en ont voté de 15 à 29 ; 28 de 10 à 14 ; 33 au-dessous de 10. Aucun conseil municipal n'a voté les 3 centimes extraordinaires autorisés par l'article 3 de la loi du 24 juillet 1867 pour les chemins vicinaux ordinaires. Le facilité qu'ont les communes de voter de nombreux centimes, indépendamment des centimes extraordinaires dont la limite est réglée par le Conseil général, l'élévation des centimes communaux dans la plupart des communes, l'intérêt qu'elles ont à ménager leurs ressources, ont porté la première commission à proposer au Conseil de fixer à 15 centimes seulement, pour 1869, le maximum des centimes extraordinaires dont il est question dans l'article 4 de la loi du 18 juillet 1866. Ce taux est adopté par le Conseil.

Contributions directes.—Répartition.

Sur le rapport d'un membre de la première commission, le Conseil procède au répartition des contingents des contributions foncière, mobilière et des portes et fenêtres, attribuées au département par la loi du 20 août 1868, entre les trois arrondissements de Cahors, Figeac et Gourdon, conformément aux propositions de M. le Directeur des contributions directes.

Contributions directes.—Vote des centimes additionnels.

Approbation du compte d'emploi du fonds de non-valeurs.

Il vote les centimes additionnels affectés aux divers services dans la proportion et l'ordre indiqués par M. le Préfet dans le rapport dont il lui est donné connaissance et approuve l'état d'emploi des fonds de non valeur de 1867, tel qu'il a été arrêté par M. le Préfet, cet état n'ayant donné lieu à aucune observation de la part des Conseils d'arrondissement auxquels il a été préalablement soumis.

Contribution personnelle.—Prix de la journée de travail.

Le Conseil, consulté par M. le Préfet sur la fixation du prix moyen de la journée de travail, pour former la taxe personnelle établie dans chaque commune en exécution de la loi du 21 avril 1832, dans les vingt sections érigées en mairies distinctes, depuis la promulgation de cette loi, décide qu'il sera fait application à ces nouvelles communes des tarifs respectifs de celles auxquelles elles appartenaient précédemment.

Chemin vicinal de grande communication n° 33.—Demande d'indemnité par le sieur Henras.—Rejet.

Le sieur Henras, fils, entrepreneur des travaux de construction de la partie du chemin vicinal de grande communication, n° 33, comprise entre la ligne n° 10 et le Colombier, a adressé en 1864 une demande d'indemnité à raison des pertes qu'il aurait éprouvées dans l'exécution de son entreprise ; cette demande fut examinée avec attention par le Conseil général qui ne crut pas devoir l'accueillir, la réclamation du sieur Henras ayant déjà été appréciée par le Conseil de préfecture ; il la renouvelle aujourd'hui ; mais comme il n'invoque à son appui aucun moyen nouveau, le Conseil général, après avoir entendu sur cette affaire le rapport qui lui est fait par un membre de la deuxième commission, maintient sa première résolution.

Chemin vicinal de grande communication n° 41.—Demande d'indemnité par le sieur Bès.—Rejet.

Le sieur Bès, entrepreneur de travaux publics, a aussi formé une demande tendant à ce qu'il lui soit accordé une indemnité gracieuse en réparation des pertes qu'il prétend avoir éprouvées dans l'exécution de son entreprise des travaux de construction du chemin vicinal de grande communication n° 41, dans la partie comprise entre le village de Boussac et le chemin n° 19. La 2^{me} Commission, qui a eu à examiner cette réclamation, n'a pas trouvé que les moyens sur lesquels se fonde le Sr. Bès pour obtenir l'indemnité qu'il sollicite, en a proposé le rejet, proposition qui est adoptée par le Conseil.

Chemin vicinal de grande communication n° 45.—Demande d'indemnité par le sieur Planacassagne.—Ajournement.

Le sieur Edmond Planacassagne sollicite aussi, par la voie gracieuse, une indemnité pour le dédommager des pertes qu'il a éprouvées dans l'exécution des travaux qu'il a entrepris pour l'établissement du chemin vicinal n° 13, de Figeac à Belvez, dans la partie comprise entre le chemin de grande communication n° 10 et Lacassagne, mais cette réclamation étant parvenue trop tard à la 2^{me} Commission pour qu'elle pût l'examiner avec l'attention qu'elle paraît mériter, elle propose d'en ajourner l'examen à la session prochaine, proposition qui est adoptée.

Employés de préfecture.—Liquidation de la pension de M. Bro.

Un membre de la 1^{re} Commission soumet au Conseil le projet de liquidation de la pension de M. Bro, ancien chef de bureau de la préfecture, fixée par M. le Préfet à 825 fr. 45 c. ; il dit que la Commission serait d'avis de retrancher de cette pension une somme de 153 fr. 23 c. accordée à M. Bro pour quatre ans sept mois et six jours, passés en qualité d'employé chez l'Architecte de la ville, des services de cette nature ne devant pas être pris en considération pour le règlement de la pension due au Sr Bro. Un membre fait, à cet égard, observer qu'aux termes du décret du 20 décembre 1865, relatif à la caisse des retraites des employés, on peut leur tenir compte des services rendus aux municipalités ; que l'emploi qu'a occupé M. Bro chez l'Architecte de la ville de Cahors rentre dans cette catégorie de service, et qu'ainsi on doit ajouter à ces services administratifs les 4 ans sept mois et six jours qu'il a passés dans les bureaux de l'Architecte de la ville et approuver le projet de liquidation arrêté par M. le Préfet ; c'est aussi l'avis du Conseil, qui fixe définitivement la pension de cet employé à 825 fr. 45 centimes.

Archives.—Liquidation de la pension de M. Combarieu.

Le Conseil approuve le projet de liquidation de retraite de M. Combarieu, archiviste du département, présenté par M. le Préfet et qui liquide la pension de cet employé qui se trouve dans les conditions exigées par les articles 9 du décret du 20 décembre 1865, à la somme de 1,600 fr. Employés de la sous-préfecture de Gourdon.—Liquidation de la pension de la veuve Dupuy.

La Dame Jeanne Delcamp, veuve du Sr. Dupuy, ancien employé de la sous-préfecture de Gourdon, a demandé la concession de la pension à laquelle elle a droit, d'après les dispositions des articles 11 et suivants du décret du 20 décembre 1865. La Dame veuve Dupuy se trouvant (La suite au prochain numéro)

plus répandue dans les villes que dans les champs, j'en suis d'accord ; mais que l'intelligence des choses de la vie publique y soit plus vive, je le conteste. Si le citadin a plus d'imagination, le campagnard a plus de jugement ; or le jugement est bien quelque chose dans les relations sociales.

Pourquoi donc les vigneron sont-ils si conservateurs ? Pourquoi les citadins sont-ils si... progressistes. Il me semble qu'ils auraient un grand intérêt à renverser les rôles. En effet, je vois l'habitant des campagnes vivre de ce qu'il produit et en faire vivre ceux qui ne produisent pas. On ne lui donne rien, on lui prend le plus qu'on peut.

Est-ce dans les campagnes qu'on recrute cette armée de fonctionnaires, ces nuées d'employés, ces myriades d'avocats, d'avoués, d'huissiers, de greffiers, etc., que les villes hébergent, que le budget ou les particuliers paient et qui profitent tous plus ou moins de l'argent ou de la protection du gouvernement ? Rien de tout ce qui est employé salarié est-il rempli par les paysans ? Non ! non !

A défaut d'instruction, les passions ou les intérêts mènent les hommes. Les vigneron n'ont de passion politique que celle du connu et du défini, d'autre intérêt que de travailler librement leurs champs, de vendre le mieux possible leurs denrées et de disposer de leurs revenus avec sécurité.

La seule passion politique que les troubles aient introduite dans les campagnes, se traduit par une division en deux doctrines, opposées naturellement. — Les partageurs et les partagés. — Le paysan ne voit pas trop quelle autre chose il pourrait conquérir à un changement de dynastie, à un revirement politique quelconque. Cependant son bon sens reprenant toujours le dessus, lui dit que ces idées n'aboutiraient qu'à un perpétuel changement de main qui troublerait singulièrement la jouissance de la possession.

Le campagnard comprend d'instinct que ce n'est qu'à l'abri d'une autorité quelconque, mais forte, que le travail peut devenir productif, que les belles paroles, les merveilleuses promesses avec lesquelles on cherche à le séduire ne changeront rien à sa condition et qu'un bouleversement, voire même les inquiétudes suscitées à un gouvernement, ne peuvent, sans profit pour lui, paysan, que retarder l'effet des bonnes résolutions de ce même gouvernement.

Jamais le paysan ne se prêtera à devenir un ennemi du chef de l'Etat ; car il sait qui le gouverne, cela a pour lui un nom, cela répond à une idée, cela est une autorité qui peut faire pour lui plus et mieux que l'inconnu qu'on fait inutilement miroiter à ses yeux. Le vigneron enfin a la sagesse de garder ce qu'il a, de ne pas tenter les aventures dangereuses. Ce n'est pas là précisément de l'ignorance et du désintéressement de la chose publique.

Jean Raisin. (Monteur vinicole.)

Table with 4 columns: DATE, JOURS, FÊTE, FOIRZS. It lists dates from 11 to 14 with corresponding days of the week, feasts (Zénaïs, Spérie, Edouard, Calixte), and fairs (L'hôpital-S-Jean, Albas, Castelnau Labast., Murat).

Chronique locale.

Il y a deux ans, la commune de Laroque-des-Arcs, vit un beau matin, pour des causes qu'il serait trop long d'énumérer, son Conseil municipal dissous et une Commission instituée à sa place.

Laroque est aujourd'hui le village le plus calme qu'on puisse imaginer. Pas la moindre trace des anciennes divisions, des vieux ressentiments. Si l'on entend des chants, ce sont de douces pastorales, et si la jeunesse forme des rassemblements c'est pour se livrer à des danses folles. Ainsi donc Laroque est aujourd'hui un village modèle et l'ordre le plus parfait ne cesse d'y régner.

Cependant la Commission municipale subsiste toujours ! Cette situation anormale préoccupe les esprits : Laroque, en effet, est la seule commune du département qui soit administrée par une Commission. Et pour quels motifs ?

Il nous semble désirable, à tous les points de vue, que cette situation se régularise. Nous ne mettons pas certainement en doute le zèle et le dévouement avec lesquels la Commission a géré et gère les intérêts de la commune, mais une Commission municipale a un caractère essentiellement transitoire et, dans le cas qui nous occupe, la Commission paraît avoir fait son temps.

Nous fermons des vœux pour que l'administration tire bientôt Laroque-des-Arcs de sa position exceptionnelle, et pour qu'un Conseil municipal régulier sorte de l'élection. Louis LAYTOU.

La rentrée des classes du Lycée impérial de Cahors, demeure fixée au mercredi, 14 octobre. C'est ce jour, avant 8 heures du soir, que les élèves internes doivent être rendus.

La messe du Saint-Esprit sera célébrée le lendemain, jeudi 15, à 8 heures du matin, et les classes s'ouvriront à l'issue de la messe.

Le jeune Augier, de Duravel, élève de l'enseignement spécial du Lycée impérial de Cahors, vient d'être admis à l'École impériale vétérinaire de Toulouse.

On nous écrit de Cahors :

Le défaut de surveillance des parents sur leurs enfants peut parfois produire de graves conséquences. Dernièrement, le sieur X..., âgé de 14 ans, domicilié à Assier, s'amusa avec un de ses camarades sur le pont qui domine le chemin de fer, voyant venir le train, il eut l'idée de faire une expérience; et prenant deux pierres pesant ensemble quatre kilos, il les laissa tomber sur le train, au moment de son passage sous ledit pont, pour voir si la rapidité de la chute égalait celle de la vitesse. Ces pierres tombèrent aux pieds du chauffeur qui, heureusement, ne fut pas atteint. Procès-verbal de ce fait ayant été dressé, le jeune X... a été condamné, le 2 octobre courant, à cent francs d'amende et son père comme civilement responsable.

Il y a de par le monde, bien des gens qui ont la mauvaise habitude de fourrer leur main dans la poche de leurs voisins sous le prétexte fallacieux de faire une plaisanterie.

Le sieur D..., de St.-Chels, se trouve dans cette catégorie. Il était à la foire de Marcellac, le mois dernier, à côté du sieur Dillac, de Larnagol, qu'il ne connaissait pas, et ayant remarqué qu'après avoir payé une complainte que ce dernier venait d'acheter, il remettait son porte-monnaie dans la poche du côté où il se trouvait, sa main fit aussitôt échec à ce porte-monnaie. Mais son propriétaire ayant senti que quelque chose d'inouï se passait dans sa poche y porta vivement la main et y rencontra celle de D..., qui lui caressait ledit porte-monnaie. Le saisis aussitôt au collet et le traiter de voleur fut l'affaire d'un instant; il fut même menacé de la justice; mais le porte-monnaie n'ayant pas

disparu le susnommé fut invité à aller se faire pendre ailleurs. D... se trouvant offensé par les propos de Dillac, eut la malencontreuse idée de lui envoyer un avertissement pour lui demander des dommages à raison de ces faits, mais ce dernier fut alors porter plainte à qui de droit de ce qui s'était passé à Marcellac, et une enquête étant faite, le résultat a amené D... sur les bancs de la correctionnelle de Figac. Le tribunal ayant considéré que D... était un mauvais plaisant, l'a condamné à deux mois de prison pour les faits ci-dessus.

ÉTAT CIVIL DE LA VILLE DE CAHORS

- Naissances. 600 002 5 400
Octobre.
7 Vincent Louis à Arbouys.
8 Leyma (Raymond), rue du Pot.
9 Bédoué (Auguste-Jean), rue du Porche.
10 Périé (Anaïs), rue St James.
Mariages.
7 Bédoué (Hippolyte), cultivateur, et Portal Marguerite.
Décès.
8 Rapatel (Alphonse), 11 mois, rue Ste-Barbe.
8 Mispoulié (Louis), prop., 56 ans, faubourg St-Georges.
8 Ponzergues (A.-H.), 20 mois, rue Valentré
8 Richard (Frédéric), 9 mois, Port-Bullier.
8 Bouchet (P.), tailleur, 67 ans, r. Flourens
8 Lafage (M.-L.), 19 ans, r. Portail-au-Vent
9 Roumégue (A.), prop., 73 ans, faubourg Cabessut.

Crédit Foncier de France.

Le Crédit Foncier émet : Des obligations communales 4 1/2 0/0, de 4 ans à 8 ans d'échéance, S'adresser, pour obtenir ces obligations sans frais à Paris, au siège de l'administration, 19, rue neuve-les-Capucines. Dans les départements; aux recettes des finances, chez MM. les notaires et chez tous les correspondants de la société.

Etude de M° AGAR, notaire à Cahors.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES, PAR DÉCISION DU CONSEIL MUNICIPAL, En cinq lots, de plusieurs maisons appartenant à la ville de Cahors, situées

dans l'intérieur de la ville, confrontant du Nord avec la rue de la Halle, du Levant avec la rue Impériale, du Midi avec la rue Fénélon, du Couchant avec la rue Galdemar, projetée.

Le 1er novembre 1868, à deux heures de l'après-midi, en l'Hôtel-de-Ville de Cahors, il sera procédé par M. le Maire de Cahors, assisté de deux membres du Conseil municipal et par le ministère de M° Agar, notaire, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur, de diverses maisons.

Cette vente se fera en cinq lots.

PREMIER LOT. Il est limité au Nord par les abords de la Halle, à la distance de 12 mètres du bâtiment, à l'Est par la rue Impériale prolongée sur le mur de face du bâtiment de la Halle, au Sud et à l'Ouest par les lignes médianes qui feront la séparation avec le 2° et le 3° lot.

Superficie 140 mètres 50 centimètres. Mise à prix..... 16,000 fr.

DEUXIÈME LOT. Il touche au premier lot par la ligne médiane au Nord, à l'Est à la rue Impériale, au Midi à la rue Fénélon, à l'Ouest à la ligne médiane qui le sépare du troisième lot.

Superficie, 140 mètres 50 centimètres. Mise à prix..... 15,000 fr.

TROISIÈME LOT, Il traverse du Nord au Midi le solaliéable il est limité au Nord par les abords de la Halle, au Midi par la rue Fénélon, à l'Est par la ligne le séparant des premier et deuxième lots, à l'Ouest par la ligne le séparant des troisième et quatrième lots.

Superficie 180 mètres 46 centimètres. Mise à prix..... 15,000 fr.

QUATRIÈME LOT. Il est limité au Nord par la place qui est derrière la Halle, à l'Est par la ligne qui le sépare du troisième lot, au Midi par la ligne qui le sépare du cinquième lot, à l'Ouest par la rue Galdemar projetée.

Superficie 82 mètres. Mise à prix..... 10,000 fr.

CINQUIÈME LOT. Il est limité au Nord par la ligne qui le sépare du quatrième lot, au Levant par la ligne qui le sépare du troisième lot, au Midi par la rue Fénélon, au Couchant par la rue Galdemar projetée.

Superficie 82 mètres. Mise à prix..... 9,000 fr.

Les adjudicataires entrèrent en possession et jouissance le 1er janvier 1869. Ils paieront le montant de leurs acquisitions : un quart dans les deux mois, le restant par dixièmes, le 1er janv er de chaque année, les intérêts au taux de 5 %, courant dès le 1er janvier 1869.

Ils pourront se libérer par anticipation. Le plan des lieux, le cahier des charges, clauses et conditions de l'adjudication sont déposés en l'étude de M° Agar, notaire à Cahors, rue Fénélon, chez lequel on pourra en prendre communication et connaissance, chaque jour et à toute heure.

Le notaire de la ville de Cahors,

M. AGAR.

Vu et approuvé :

Le Maire de la Ville de Cahors,

BESSIERES.

CAISSE AGRICOLE

DE L'ARRONDISSEMENT DE CAHORS

E. PASSEFOND, J.-M. MARQUÉ et C^{ie}

Rue de la Mairie, maison Lagarde

Escompte et recouvrements, Encaissement de coupons, achats, vente et échange des valeurs industrielles et de rentes

Cet établissement se signale par la modicité de son tarif, le moyen qu'il donne à ses clients de contrôler ou faire vérifier jusqu'aux moindres opérations avec un détail parfait et par la complaisance empressée qu'il apporte à fournir ou à procurer, contre ses simples débours, les explications et les renseignements qui lui sont demandés.

Il compte à peine 4 mois d'existence et n'a cessé de constater dans ses rapports une progression considérable.

M. Passéfond et Marqué remercient publiquement les négociants, industriels, agriculteurs et tous les hommes indépendants qui ont bien voulu, par leur concours et dans un but d'intérêt général, leur faciliter l'accès des affaires.

Cahors, le 27 septembre 1868.

E. PASSEFOND, J.-M. MARQUÉ et C^{ie}.

1 mile Villars habite un jardin suspendu tout en haut d'un immeuble de la rue de l'Arade.

Hier soir, aux Bouffes, il donnait son adresse à quelqu'un.

— A quel étage ? lui demandait-on.

— A l'entre-ciel.

O poète !!!

Tout dernièrement, aux assises de X..., le président interrogeait un affreux coquin :

— Vous vous êtes marié une première fois en 1847 ?

— Oui, monsieur le président.

— Avez-vous eu des enfants de vos deux lits ?

L'accusé ne répond pas et le président pose de nouveau la question :

— Avez-vous eu des enfants de vos deux lits ?

L'accusé prend un air de pitié pour ce qui lui paraît une contradiction de sa misère passée et murmure :

— Deux lits ! deux lits ! monsieur le président, je ne me suis jamais connu qu'un matelas.

(Evénement Illustré).

— Le jour de l'ouverture de la chasse, un caporal des grenadiers de la garde, accompagné d'un chien, se présente au bureau des bagages et demande un billet pour son compagnon de route.

« Combien cet animal jusqu'à Melan ?

— C'est vingt sous,

— Comment, vingt sous ! et moi, qui sois militaire, je ne paye que quatre sous !

Remarque que c'est un chien militaire, que c'est le chien du colonel.

— Je le crois, répond l'employé, mais il n'est pas en uniforme. »

(Paris Gazette).

Les souscripteurs au Journal du Lot, dont l'abonnement set dû, sont priés d'en envoyer montant en un mandat sur le poste. Ils nous éviteront, par ce moyen, des frais de recouvrement.

Pour tous les extraits et articles non signés A. Layton.

L'ÉPARGNE 52 Nos par an. BUREAUX 7, place de la Bourse, 7. PARIS.

Le plus complet des journaux financiers, le guide indispensable des actionnaires et des obligataires, publie, chaque dimanche, une Revue de Bourse, le cours de toutes les valeurs françaises et étrangères et du change, la liste officielle de tous les tirages, les recettes des chemins de fer, les dividendes et intérêts à recevoir, les appels de fonds, les convocations aux assemblées générales et les comptes-rendus de ces assemblées, le bilan hebdomadaire et mensuel de toutes les compagnies financières et industrielles, des articles raisonnés et des renseignements puisés aux sources les plus authentiques sur leur situation, un article de jurisprudence spéciale par un de nos premiers avocats, des conseils sur les meilleurs placements à opérer, des correspondances de toutes places de l'Europe, etc., etc. Il est répondu gratuitement aux demandes de renseignements des abonnés, d'accompagner d'un timbre-poste. — On s'abonne en envoyant 2 fr. 40 en timbres-poste ou en un mandat à l'ordre de M. de Fontbouillant, chevalier de la Légion d'honneur. D^r-gérant du journal, 7, place de la Bourse, Paris.

MÉTHODE MAGIQUE DE LECTURE PAR F. DELROUS, Instituteur public, à Blars (Lot), par Marcellac. On recevra franco, cette Méthode incomparable, en adressant 2 timbres-poste de 20 centimes à l'auteur.

POSTE AUX CHEVAUX M. ANDRAL, Voiturier, a l'honneur d'informer les personnes qui sont dans l'usage de se servir de Voitures volonté, qu'elles trouveront chez lui, Poste aux chevaux, Galeri Audoury, toute sorte de Voitures d'agrément, à des prix modérés. Toutes ses voitures ont remises à neuf.

GUERRE! GUERRE! AU PRÉJUGÉ ET À LA ROUTINE. Nous offrons : 1° aux malades des pneumonies, 2° aux médecins de contrôler nos expériences pour montrer que la FERRE MEXICAINE del docto Benito del Rio, de Mexico, est le spécifique sûr et commode pour guérir les maladies de poitrine, bronchites chroniques, catarrhes pulmonaires, maladies des os, empuisement parvreté du sang et pleurésie pulmonaire jusqu'à un dernier degré. — Boîtes de 20 potages, 2 fr. 25; de 40, 4 fr., et de 80, 7 fr. — Envoi franco par la poste. CARÉ HYGIÉNIQUE DE SANTÉ, souverain pour combattre les maladies des voies digestives, migraines et névralgies, recommandé aux personnes nerveuses. — 30 tasses pour 1 fr. 50. — COLLAGÈNE VITKKA, importation galvanique russe. Préserve de la grippe, et de la coqueluche, facilite la digestion et élève les vers chez les enfants. — Prix: 3 fr. franco par la poste. R. BARTHELEMY et C^{ie}, 3, rue des Enfants. — Paris, 10, galerie Vivienne. LYON, quai Pierre-Sizaire, 11, et dans toutes les bonnes pharmacies et épiceries. — Dépot à Cahors chez M. Buissonniers, fils, négociant.

VOITURES PUBLIQUES ET A VOLONTÉ Le Sieur RAYMOND tient à la disposition du Public, dans son établissement, situé maison CAVIOLE, rue du Lycée, toutes Voitures de voyage et d'agrément. — PRIX MODÉRÉS.

DE CAHORS A ASSIER. Départ de Cahors : 11 h. du soir. Arrivée à Cahors, à 6 heures soir. Départ d'Assier : 4 h. après-midi.

Le Sieur Raymond fait également le service des Départs de Cahors à Montauban, et prend les Voyages à des prix modérés. Départ de Cahors, tous les soirs, 10 heures.

Trois mois 17 fr. Six mois 34 fr. LE TEMPS JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE Rédacteur en chef: A. NEEFZER Bureaux, 10, rue du Faubourg-Montmartre à Paris.

EXCELLENT POTAGE TAPIOCA-SARDA GARANTI PUR BRÉSIL PRÉPARÉ POUR POTAGES ET ENTRÉES SAGOU DE L'INDE PRÉPARÉ POUR POTAGES FARINE DE LÉGUMES CUITS POUR PURÉES SARDA & C^{ie}, chocolatiers, BORDEAUX Usine modèle à BÈGLES, banlieue de Bordeaux.

CAPÉ DE GLANDS DOUX DE L'ENTREPOT CENTRAL DE FRANCE. Ce Café est très-efficace dans les migraines, maux de tête et d'estomac. Il est fortifiant pour les enfants et détruit les propriétés irritantes du Café des îles, auquel on peut utilement le mêler. Il calme les irritations et donne de l'embonpoint. — Afin d'éviter les contrefaçons qui sont nombreuses, comme pour tout ce qui réussit, il faut exiger la marque de fabrique ci-contre à l'un des bouts du paquet et à l'autre la signature: LECOQ et BARGOIN. Dépôt chez les princ. épiciers, confiseurs et m^{rs} de comestibles

LE PHÉNIX COMPAGNIE FRANÇAISE D'ASSURANCES SUR LA VIE FONDS DE GARANTIE: VINGT-SEPT MILLIONS PARTICIPATION ANNUELLE DES ASSURÉS: MOITIÉ DE BÉNÉFICES Les Assurés reçoivent, au mois de mai de chaque année, le produit de la Participation qui est calculé sur le montant des primes versées. RESULTAT DE LA PARTICIPATION POUR L'ANNEE 1866. Assurances vie entière (comme pour l'année 1865 et 1866).... 4 fr. 20 c. pour 100. Assurances mixtes (comme pour l'année 1866)..... 5 fr. 40 — ENVOI FRANCO DE NOTICES EXPLICATIVES. S'adresser à Paris, au siège de la Compagnie, rue de Lafayette, au coin de la rue Laffite, ancienne rue de Provence, 40, et à M. Gobert, agent-général à Cahors, maison du Palais-National, boulevard Sud-Est.

A VENDRE A TOUT PRIX BARRIQUES VIDES en Chêne et Châtaignier. S'adresser à M. LARIGUE, marchand de vins, faubourg St-Georges, convent de Mme Penchenat.

A VENDRE L'HOTEL DU PALAIS-NATIONAL EN ENTIER OU A PARCELLES S'adresser pour les renseignements, à M. Marcellin LACASSAGNE, qui en est le propriétaire. On donnera toutes facilités pour le paiement.

LIBRAIRIE UNIVERSELLE J. - U. CALMETTE A CAHORS. RENTRÉE DES CLASSES 1868-1869. TOUS LES CLASSIQUES Almanachs illustrés pour 1869 OUVRAGES EN SOUSCRIPTION L'année illustrée (par petite vitesse) 21 f Merveilles de l'Exposition. Le no. 60 Contes de Perrault, Doré. La liv. 50 Merveilles de la science. La série. 1 10 L'encyclopédie des familles. Le vol. 10 Mémoires de Samson. La série. 1 10 Le Diable à Paris. La série. 1 10 Molière illustré, par M. SAND. La série 1 10 Le tour du monde, par CHARTRON. Le no. 50 Œuvres de Shakespeare, traduc. 50 MONTAIGU, illust. 50 Dictionnaire de H. Littré, le fascicule. 1 10 Le tour du monde, par CHARTRON. Le no. 50 Dictionnaire de Lachatre. La série. 1 10 La vie des animaux, par BRIEM. La série. 1 10 Grand dictionnaire, par Larousse. 4 10 L'histoire de la Bastille. La série. 1 10 Voyages extraordinaires de VER- NUES. La série. 1 10 L'histoire de France, par H. MARTIN. La série. 1 10 OUVRAGES ILLUSTRÉS COMPLETS L'histoire de la Révolution Fran- çaise, par THIERS. 2 vol. illus. 21 10 Histoire du Consulat. 1 vol. illust. 8 10 Histoire de l'Empire. 4 v. in-12 ill. 82 10 L'esprit des bêtes, par TOUSSENET. 1 v. illustré. 4 10 Magasin d'éducation. Le no. 50 Géographie de la France, par VER- NUES. 1 vol. 10 10 Musée des familles, l'année. 6 50

ORFÈVRENERIE CHRISTOFLE MANUFACTURE à Paris, rue de Bondy, 55. SUCCURSALE A CARLSRUHE COUVERTS ALFÉNIDE Fidèles aux principes qui nous ont toujours guidés : LIVRER AU MEILLEUR MARCHÉ POSSIBLE LES MODIFICATIONS que l'expérience et des perfectionnements récents introduits dans notre fabrication nous ont permis d'apporter à notre tarif de couverts. Ces améliorations sont : 1° Suppression du métal jaune dans la fabrication des couverts ; 2° Emploi exclusif du métal blanc, DIT ALFÉNIDE, pour cette fabrication ; 3° Augmentation de la charge d'argent ; Représentants dans les principales villes DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER DEFENSE ET DE L'ÉTRANGER LES MEILLEURS PRO- MARQUES DE FABRIQUE